

LA NOUVELLE DIPLOMATIE À L'ŒUVRE

La contribution du Canada à l'étranger prend un nouveau visage. Pour rendre le monde plus sûr, il faut désormais mener une action concertée face aux crises et aux catastrophes, se doter de nouveaux outils et de nouvelles ressources et pouvoir compter sur un nouveau type de diplomates.

Pour dissiper le mythe selon lequel les diplomates à l'étranger vivent dans une tour d'ivoire, en passant leur temps à se faire dorloter et à siroter du sherry, il suffit sans doute d'évoquer la réalité de ces Canadiens qui s'emploient à remédier aux crises et aux catastrophes dans le monde entier. Loin d'être une succession de réceptions mondaines, la carrière au service extérieur canadien implique de faire face à des situations d'urgence complexes, dans certains des endroits les plus troublés de la planète, d'organiser des secours à la suite de catastrophes naturelles destructrices et

d'intervenir dans ces États fragiles qui engendrent l'anarchie, le terrorisme et des atrocités contre des humains.

Face à de telles situations, il faut envisager la diplomatie dans une nouvelle perspective : une diplomatie qui s'adapte et réagit rapidement, et qui suppose une collaboration étroite à l'échelle du gouvernement ainsi qu'une action concertée avec des partenaires internationaux. Ses adeptes ne se limitent pas à l'effectif des ministères des affaires étrangères traditionnels, mais comprennent désormais des spécialistes de la stabilisation et de la reconstruction d'autres ministères et organismes gouvernementaux, ainsi que des citoyens désireux d'observer, à titre bénévole, les premiers balbutiements de la démocratie ailleurs dans le monde. Sur fond de conflits et d'incertitude, ils n'hésitent pas à œuvrer dans des contextes difficiles pour améliorer les choses.

« Nous vivons dans un monde de plus en plus interdépendant, de sorte que nous ne pouvons vivre en sécurité si les autres ne peuvent en faire autant », déclare le directeur

Le maintien de la paix, une réalité concrète

Au début des années 1990, alors qu'elle commençait sa carrière diplomatique et qu'elle était affectée pour la première fois à l'étranger, au Zimbabwe, Wendy Gilmour a pu constater sur le terrain les dividendes d'une collaboration internationale sur le long terme et l'incidence des liens noués entre les civils et les militaires sur les efforts de paix. M^{me} Gilmour, qui avait déjà fait partie des forces de réserve canadiennes et qui occupait concurrentement les fonctions d'agent politique pour l'Angola et le Mozambique, avait pour tâche de rendre compte des opérations de maintien de la paix auxquelles participaient les Forces canadiennes dans ces deux pays.

Au Mozambique, elle a été témoin de la réussite de cette collaboration, attribuable dans une large mesure aux efforts visant à assurer la cohérence des effets militaires, politiques et de développement dans la résolution du conflit. A cela s'ajoutait la volonté résolue des parties d'œuvrer en faveur d'un accord de paix durable. En Angola, une mission de maintien de la paix déployée sur le long terme n'avait par contre ni le mandat ni les effectifs nécessaires pour tenir en échec les rebelles, qui finançaient leurs activités par les diamants de la guerre et contestaient les résultats d'une élection pourtant légitime. Dans ce dernier cas, il faudrait encore huit ans avant que ne soit conclue une paix durable.

Pour M^{me} Gilmour, les événements intervenus dans ces deux pays ont fait ressortir la nécessité de confier des mandats vigoureux aux Casques bleus et de leur fournir des ressources sur le long terme, y compris la nécessité d'assurer une

coopération civilo-militaire sur le terrain. Ces expériences allaient également influencer sur le cours de sa carrière de diplomate.

« Cela m'a certainement donné le goût de participer aux efforts de la communauté internationale visant à mettre en œuvre les accords de paix, plutôt que de me contenter du rôle d'observatrice », précise M^{me} Gilmour, maintenant âgée de 38 ans et originaire d'Ottawa, qui occupe les fonctions de directrice du Groupe du maintien de la paix et des opérations de paix et du Groupe de travail sur le Soudan à AEC.

Ses responsabilités dans le domaine du maintien de la paix et des opérations de paix l'ont amenée à travailler dans le monde entier, aussi bien à Londres et au Nigéria qu'en Bosnie-Herzégovine et en Hongrie. De plus, elle a été détachée pendant 13 mois en qualité de conseillère politique auprès du commandant des forces de l'OTAN au Kosovo, où elle a vécu sous la tente. Aujourd'hui, elle supervise le rôle des Affaires étrangères dans les opérations de paix, et cela, dans un certain nombre d'endroits, y compris le Kandahar et le Darfour.

Son objectif, confie-t-elle, est de faire en sorte que « tous nos efforts se traduisent par des résultats concrets ». Cela implique « de ne pas se contenter d'une vaine rhétorique et d'aller dans le vif du sujet », ajoute-t-elle.

« Nous ne sommes plus les gardiens d'une cours d'école... Il ne suffit plus de se tenir debout à regarder », souligne-t-elle. Sur le terrain, le diplomate est à la fois celui qui « orchestre et concrétise » l'opération de maintien de la paix, soutient-elle, en s'attaquant aux causes profondes des conflits et en jouant le rôle de médiateur pour apporter des changements. En raison de ce rôle, les agents du service extérieur se retrouvent de plus en plus sur la ligne de tir.

« Si nos Casques bleus, qu'ils soient des civils, des militaires ou des policiers, agissent au péril de leur vie, c'est parce qu'ils s'emploient activement à obtenir un résultat, précise-t-elle. Dans de telles conditions, tout le monde court un risque. Toutefois, je préfère que nous déployions des professionnels chargés d'apporter une contribution constructive dans ces endroits plutôt que d'attendre que ces risques deviennent une menace au Canada même. » ■



La diplomate canadienne Wendy Gilmour (au centre) voyage en camion militaire à Kandahar, Afghanistan.